

Urbanisme / Face à la désurbanisation, chaque commune mène sa propre politique

Etalement urbain : on continue ?

L'ESSENTIEL

- Depuis quelques années, certaines autorités communales commencent à freiner l'urbanisation de leur territoire.
- Pendant que d'autres cherchent, au contraire, à attirer encore de nouveaux habitants.
- En attendant, le centre de Liège se paupérise.

« Ici, c'est la ville à la campagne », entend-on souvent dans les communes situées à la périphérie liégeoise. C'est à partir des années 60 que les espaces périphériques se sont développés, au détriment des espaces urbains centraux. Un phénomène intitulé « désurbanisation ».

« Liège est une ville qui attire les jeunes ménages (entre 20 et 30 ans). Dès que des enfants viennent agrandir la famille, elle part vers la périphérie », explique Jean-Marie Halleux, chargé de cours à l'ULg, au département de géographie économique. Dans les années 70, le phénomène de désurbanisation s'est accéléré. Depuis lors, les centres périphériques se sont fortement développés. Jusqu'aux dernières années, toutes les communes acceptaient l'arrivée de nouveaux habitants. Pour Jean-Marie Halleux, il y a plusieurs raisons : « Nouvelles populations riment avec hausse du nombre de contribuables. Puis, il y a aussi le mythe de la croissance : on a tendance à penser que tant que ça se développe, c'est bien. Enfin, il y a un jeu au niveau de la structure du pouvoir politique si la population augmente. »

Quels sont les impacts sur le centre-ville ? A Liège, on retrouve principalement des jeunes ménages et des étrangers. Si on assiste, depuis 2002, à un regain d'habi-



L'URBANISATION de la périphérie liégeoise continue même si certaines communes tentent de la freiner. © TONNEAU.

tants dans le centre, il ne s'agit pas de personnes qui quittent la banlieue pour revenir vivre en ville, « ce sont principalement des gens qui viennent de l'extérieur, des étrangers. Et ce n'est pas parce qu'il y a plus d'habitants qu'il n'y a plus de problèmes », insiste Jean-Marie Halleux, Liège est en phase de paupérisation. L'enjeu pour Liège, ce sont les classes moyennes ». Et c'est précisément cette population qui migre vers les communes périphériques.

Pourtant depuis les années 2000, certaines communes commencent à stopper l'arrivée de nouveaux habitants. Blegny est de

celles-là, Esneux également. Il y a aussi certaines communes qui commencent à arriver à saturation, ce sont celles qui sont les plus proches du centre. Cela constitue donc un frein à la construction de nouveaux logements. Sans oublier que les prix des terrains sont de plus en plus élevés. Les populations qui quittent le centre-ville vont aujourd'hui s'installer dans des communes plus éloignées. Mais, il y a d'autres raisons qui poussent les communes à freiner l'accroissement de sa population.

« Une commune peut ne pas avoir besoin d'argent », indique Jean-Marie Hal-

loux, ou elle peut vouloir préserver un certain cadre de vie, un argument qui peut être porteur électoralement. »

Par contre, d'autres communes sont totalement favorables à l'arrivée de nouveaux habitants. C'est le cas d'Aywaille et de Fléron. Il s'agit principalement de communes qui sont plus éloignées du centre et qui ont connu une urbanisation plus tardive. En fonction de la réalité du terrain et de ses engagements, chaque entité communale mène une politique urbaine différente. ■

JULIE SCHYNS
MÉLANIE GEELKENS

LIÈGE

La désurbanisation

« Une problématique essentielle » selon Willy Demeyer, bourgmestre de Liège qui pense que la Ville a réussi à enrayer le phénomène. « Ca s'explique par l'augmentation du prix du carburant et des terrains, qui favorise un retour vers le centre. Mais aussi parce qu'on a mis en place une série d'équipements qui incitent à la proximité, on pousse à la rénovation urbaine. » La Ville justifie également l'augmentation récente du nombre d'habitants par la présence d'espace verts, la réalisation de grands travaux (gare des Guillemins, Médiacité, cinéma Sauvenière...), la propreté, et une mobilité optimale possible grâce à des piétonniers, des pistes cyclables, l'amélioration des moyens de transports en commun.

La politique menée par les autorités communales liégeoises va dans le sens d'une densification des noyaux urbains, qui favoriserait la mixité sociale et permettrait de réduire les coûts collectifs, puisqu'on consomme moins de territoire. Pour le bourgmestre liégeois « On ne peut plus se permettre les coûts de la désurbanisation (eau, gaz, électricité, poste, routes...). Il y a trop de gaspillage, et l'entretien de ces infrastructures coûte très cher ». Un organe qui semble propice à ces discussions : la Conférence des Bourgmestres, dirigée par Willy Demeyer lui-même. J.Ss

STOP

Esneux et Blegny recentrent

Une petite école dans la prairie. Deux classes de primaire, une de maternelle, 48 élèves et 3 institutrices. Coincé entre deux champs de maïs, l'institut scolaire de Trembleur peine chaque année à atteindre son quota d'inscriptions.

Pourtant, pas question d'envisager une fermeture : Blegny met un point d'honneur à sauver toutes les écoles communales présentes sur ses terres. Par souci éducatif ? Sans doute. Mais aussi par anticipation.

A l'avenir, Blegny pourrait connaître un regain d'enfants à scolariser. Cette commune de 13.000 âmes recense encore 2 millions de mètres carrés de terrains à bâtir potentiellement disponibles. Marc Bolland, le bourgmestre (PS), a sorti sa calculatrice : « Notre territoire pourrait dès lors accueillir 4.000 familles supplémentaires, soit environ 16.000 personnes ». Et ainsi frôler les 30.000 habitants.

Une bonne nouvelle ? Depuis 30 ans, la population blegnytoise augmente d'1 % chaque année. Pour le bourgmestre, cela suffit. « Nous avons pour vocation de rester une petite commune de périphérie », expose-t-il. Céder aux sirènes de l'intérêt fi-

nancier immédiat, à savoir l'augmentation du précompte immobilier et de l'impôt sur les personnes physiques ? Très peu pour Blegny, qui préfère miser sur le long terme.

« Une telle augmentation de la population aurait de lourdes conséquences : aménagement du territoire, travaux d'égouttage, nouvelles infrastructures scolaires... Tout cela coûte très cher, continue Marc Bolland. Construire au sein des villages et densifier l'habitat, oui. Mais

Cette commune de 13.000 âmes recense encore 2 millions de mètres carrés de terrains à bâtir potentiellement disponibles

poursuivre la construction de nouveaux lotissements dans les campagnes, non ».

Même son de cloche du côté d'Esneux. Depuis plusieurs années, la commune stagne également autour des 13.000 habitants. Et cela reste l'objectif des autorités communales. A l'origine, la commune comptait deux centres : Esneux et Tilff. Mais Les gens ont eu envie de sortir de la ville et ont peuplé les petits hameaux qui tendent aujourd'hui à se rejoindre.

« C'est un drame pour nous, »

on perd l'âme de la campagne semi-urbaine », regrette Léon Martin (MR), échevin de l'urbanisme. Il reste quelques zones qui pourraient encore être urbanisées mais les autorités communales ne veulent pas aller dans cette direction.

« On veille à garder le même nombre d'habitants, on a envie de privilégier ceux qui vivent dans notre commune pour l'instant, nous ne sommes pas à la recherche de bénéfices. On essaye de favoriser un certain art de vivre », explique Laura Iker (MR), bourgmestre d'Esneux.

Du coup, la commune ne peut pas répondre à toutes les demandes citoyennes. « On ne peut pas toujours apporter les sommes pour le développement d'un club de sport ou la mise en place d'un projet ».

La politique du Collège communal est simple : renforcer les centres, pour garder la quiétude de aux alentours. « On veut éviter que les maisons se disséminent en dehors des centres, on ne veut pas non plus de grands projets. On veut rester une commune à taille humaine », conclut Laura Iker. ■

M. Gs. J.Ss.

ENCORE

Fléron et Aywaille visent l'impôt

Avec ses 8.000 ha, Aywaille est la commune la plus vaste de la périphérie liégeoise. Ces deux dernières années, plus de 600 nouveaux Aqualiens ont pris place sur le territoire. « Plus il y a d'habitants, plus il y a de contribuables, explique Philippe Dodrimont (MR), bourgmestre d'Aywaille, et plus on peut construire de nouvelles infrastructures dans la commune : piscine, clubs de sport... et les entretenir. Ça permet également de maintenir les deux écoles secondaires de la commune, des services, des commerces, réparer les routes, étendre l'éclairage urbain, etc. ».

Dans les centres urbains, la commune incite à la rénovation des logements. Depuis 4 à 5 ans, on assiste à un phénomène de fractionnement des immeubles. Vanessa Matz (EC-CDH), échevine de l'Urbanisme, est très attentive à ce que la superficie des logements construits soit assez grande. « Il faut se méfier des marchands de sommeil, ceux qui profitent de situations de détresse n'existent pas que dans les centres urbains. » Selon l'échevine, Aywaille est partagée entre une demande sans cesse croissante pour venir y habiter et le respect d'une certaine qualité

de vie, que la commune veut préserver.

Fléron aussi tient à rester « une ville à la campagne ». « Mais il devient absolument impératif de développer l'habitat, annonce le bourgmestre », Roger Lespagnard (IC). Pourtant, Fléron compte déjà 16.000 habitants. Ce n'est pas suffisant pour renflouer les comptes de la commune, qui vit des jours budgétaires difficiles.

« À l'heure actuelle, la moitié des Fléronnais ont plus de 50 ans. Ce qui signifie qu'ils paient

Aywaille est partagée entre une demande sans cesse croissante pour venir y habiter et le respect d'une certaine qualité de vie

moins d'impôts, explique Roger Lespagnard. Il faut donc créer de l'habitat, afin d'attirer plus de jeunes ». À court terme, les autorités communales espèrent accueillir 100 citoyens supplémentaires. « Les prévisions restent difficiles à élaborer, mais on estime que deux ans après l'arrivée de 100 nouveaux habitants, les recettes communales auront augmenté de 30.000 euros », précisait l'échevin des Finances, Pierre Vanderheijden (IC), lors du dernier conseil com-

munal.

Cependant, le bourgmestre met en garde. « Attention, on ne laissera pas non plus construire n'importe quoi ». Des maisons sociales ? « Non, il y en a déjà beaucoup ». Des immeubles ? « Non plus, il faut conserver cet esprit « campagne ». Plutôt des lotissements ». Mais pas n'importe où. En 2009, la majorité PS-Ecolo de l'époque avait lancé le projet de construction d'un « éco-quartier », sur le site des Grimonprés. Levée de boucliers de la part de l'opposition IC et pétitions de la part des citoyens.

A Aywaille, le promoteur immobilier Thomas et Piron projetait de construire un lotissement de 156 maisons. Aujourd'hui, le Collège communal ne va pas tarder à mentionner son abandon après les oppositions des riverains. Les habitants venus s'installer en périphérie pour trouver la tranquillité, voient d'un mauvais œil une nouvelle construction à côté de leur. « Pourtant cela pourrait devenir bénéfique, lance le bourgmestre aqualien. Notamment pour nouer de nouveaux contacts et éviter l'isolement. ■

M.Gs. J.Ss.